Non seulement Zurich, mais aussi Saint-Gall, ne veulent plus de la langue de Molière à l'école primaire

# LE FRANÇAIS EST ATTAQUÉ

« **BALZ RIGENDINGER**, SWISSINFO

La volonté des parlements zurichois et saint-gallois, pas plus tard que mercredi, de repousser la langue de Molière à l'école secondaire érode-t-elle la cohésion nationale? Malgré un risque important, ces cantons estiment que les efforts fournis ne sont pas proportionnés aux résultats obtenus. Ils souhaitent renoncer à l'apprentissage précoce du français. Ces décisions remettent en question l'image bien établie que la Suisse se fait d'elle-même. Décryptage.

**Pour les parlementaires zurichois et saint-gallois, l'apprentissage du français peut attendre l'école secondaire.** Keystone

## 1 Le concordat Harmos au panier?

L'enseignement du français à l'école primaire fait partie du concordat Harmos. Il est inscrit dans la stratégie linguistique qui stipule que deux langues étrangères sont enseignées à l'école primaire, l'une à partir de la 3e année (5H) et l'autre à partir de la 5e (7H).

A partir du moment où Zurich et Saint-Gall ne veulent plus du français précoce, cela concerne tout le monde. En effet, ces cantons devraient alors quitter le concordat Harmos. Le compromis laborieusement négocié entre les cantons serait d'autant plus à mal que Zurich est le canton dominant de Suisse alémanique qui cherche désormais à abandonner l'apprentissage précoce du français.

Dans un élan de générosité fédéraliste, le fait que de petits cantons comme Uri ou Appenzell Rhodes-Intérieures n'aient jamais introduit cet apprentissage a été accepté. Mais si Zurich se retire, et a fortiori Saint-Gall, cela risque d'attiser les tensions liées au Röstigraben.

Pour rappel, en Suisse, la politique de l'éducation relève en principe de la compétence des 26 cantons, et chacun est libre de fixer ses propres priorités. Mais depuis 2006, la Confédération impose des obligations. Comme le stipule la Constitution, les cantons sont tenus d'harmoniser leur enseignement de base. Ils se sont donc regroupés au sein de la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) afin d'apporter plus de clarté et de prévisibilité au domaine de l'éducation.

## 2 Faut-il imposer le français?

La ministre de l'Intérieur, Elisabeth Baume-Schneider, réfléchit à la manière d'étendre la loi sur les langues. C'est une autre façon d'obliger les cantons à enseigner une langue nationale aux élèves du primaire. Mais cela reviendrait à une ingérence de la Confédération dans un domaine qui relève de la souveraineté des cantons – un péché fédéral.

Avant Zurich et Saint-Gall, le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures a déjà abandonné l'enseignement précoce du français. Et dix autres cantons, dont Bâle, Thurgovie et Saint-Gall, y réfléchissent.

Interrogée en juin dernier au Conseil national sur le fait que de plus en plus de cantons alémaniques pourraient mettre fin à l'enseignement précoce du français, la conseillère fédérale a déclaré que «concernant cet élément, le Conseil fédéral estime qu'il doit intervenir».

## 3 Que disent les partisans?

La conseillère nationale socialiste fribourgeoise Valérie Piller Carrard s'inquiète. «Toute une série de cantons germanophones sont sur le point de suivre le mouvement. Cela met en péril notre diversité et notre cohésion», estime-t-elle. Elle vient justement de déposer une interpellation au parlement afin d'alerter la Confédération. «Je siège au parlement à Berne depuis 14 ans. Je constate, ici aussi, une perte des compétences linguistiques. Quand on ne comprend plus les autres, il devient encore plus difficile de trouver des compromis», souligne la politicienne fribourgeoise.

## 4 Et que répondent les opposants?

Pour la conseillère nationale Katja Christ, spécialisée dans les questions d'éducation, l'argument de la cohésion nationale ne tient pas vraiment. «Quelqu'un a-t-il déjà pensé au Tessin?» interroge la vert'libérale bâloise. Et de répondre: «Selon cette logique, nos relations avec le Tessin devraient être complètement détruites.»

«Les opposants à l'apprentissage précoce du français n'ont jamais eu pour objectif d'affaiblir le français, mais au contraire de le renforcer», assure-t-elle. Le but est selon elle d'obtenir de meilleurs résultats à la fin de la scolarité obligatoire, des études ont montré que précoce ne signifie pas nécessairement meilleur.

**«Cela met en péril notre diversité et notre cohésion»**

**Valérie Piller Carrard**

Cela fait des années que Katja Christ lutte contre l'apprentissage précoce du français, pour des raisons pédagogiques et sur la base de connaissances scientifiques. Dans son canton, cet apprentissage se traduit par un enseignement dès la 3e année (5H), avec du matériel pédagogique spécialement développé et basé sur le concept d'immersion.

Cependant, les deux à trois heures hebdomadaires prévues à cet effet ne répondent déjà pas aux exigences théoriques. «Parallèlement, le domaine clé du calcul en pâtit, et les savoirs fondamentaux que sont la lecture et l'écriture ne sont même pas suffisamment développés en allemand», dit-elle.

## 5 Pourquoi le français en particulier?

Katja Christ exprime le sentiment partagé par nombre d'observateurs, selon lesquels l'école primaire n'atteindrait plus ses objectifs. Avec ses 470 pages, ses 363 compétences et ses 2304 niveaux de compétence, le programme scolaire est surchargé, critiquent ses détracteurs.

Ils s'appuient pour cela sur différentes études. Une enquête menée récemment dans toute la Suisse a conclu que 18% des élèves quittant l'école n'étaient pas capables de lire les textes les plus simples dans leur langue maternelle. Et seuls 11% des élèves du premier cycle dans les classes faibles atteignent le niveau de base, c'est-à-dire le plus bas, en français parlé.

Ce bilan est mauvais, y compris pour les approches pédagogiques qui visent à aborder autrement – à savoir dans des environnements linguistiques ludiques et immersifs, développés à grands frais en parallèle de l'harmonisation – l'enseignement des langues étrangères aux élèves. »

# POUR AMÉLIORER LES MATHS

**L'attaque contre le français précoce est l'une des mesures discutées pour combler les lacunes éducatives au primaire.**

Pour améliorer l'apprentissage des matières de base à l'école, hormis l'abolition du français au niveau primaire, l'interdiction des téléphones portables durant les heures de cours gagne également en popularité, tout comme l'idée d'abandonner de nouveau l'école dite «inclusive», qui ne fait aucune différence entre les élèves les plus forts et les moins performants.

Mais comme le français était bien en deçà des attentes lors des évaluations, il est au centre de toutes les attentions. Dans quelle direction vont les solutions? «Les résultats actuels sont trop décevants pour ne rien faire», a estimé la conseillère d'Etat argovienne Martina Bircher (udc), en charge de l'Education, dans la *Neue Zürcher Zeitung*. Elle a fait le calcul: au terme de sa scolarité obligatoire, un élève argovien aura suivi 585 leçons de français. Cela coûte 155 000 francs par élève. Mais «seuls 7% des élèves du secondaire atteignent les compétences de base, 93% ne comprennent pas une simple phrase en français», a-t-elle déclaré.

**L'argument ne convainc pas** la conseillère nationale socialiste Valérie Piller Carrard. «On dit que les objectifs ne sont pas atteints. Mais le sont-ils mieux avec moins d'heures d'enseignement?» Par ailleurs, souligne la Fribourgeoise, les opposants ne s'intéressent pas à l'apprentissage précoce du français, mais au français en tant que tel. Personne ne remet en question l'enseignement précoce de l'anglais, bien que celui-ci pèse également sur le programme scolaire. «On a donné la préférence à l'anglais, et on s'étonne maintenant que le français soit laissé pour compte.»

Elle met ainsi le doigt sur une question qui entre en ligne de compte dans toutes les réflexions: en quoi la langue est-elle utile à l'enfant? Dans les cantons romands, l'enseignement de l'allemand à l'école primaire est peu controversé, car son utilité est évidente. Même si l'allemand n'est pas particulièrement apprécié des petits Romands, il s'agit de la langue nationale dominante, qui améliorera plus tard leurs chances sur le marché du travail.

Mais en Suisse alémanique, beaucoup voient l'anglais comme plus utile – en tout cas plus accessible. La langue nationale qu'est le français se voit ainsi confrontée à la forte concurrence d'une langue invasive, dont l'expansion est vue avec un certain scepticisme, en particulier en Suisse romande.

Pour Valérie Piller Carrard, la Suisse aurait les moyens et les possibilités de rendre l'enseignement du français plus attrayant, par exemple grâce à des programmes d'échange scolaire et des séjours linguistiques.

D'autres idées, qui sont aussi discutées au sein de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), sont les discussions en ligne, les vidéoconférences et les camps de vacances. En résumé, il faudrait davantage de rencontres réelles entre les différentes régions du pays. Davantage de voyages au-delà du Röstigraben. » **BR**, SWISSINFO